

---

**Discours de M. Celso Amorim,  
ministre des Relations extérieures du Brésil,  
à la réunion du Groupe de travail sur  
la dimension sociale de la mondialisation  
(306<sup>e</sup> session du Conseil d'administration  
du Bureau international du Travail)**  
Genève, le 16 novembre 2009

Madame la Présidente du Conseil d'administration du BIT,

Monsieur le Directeur général du BIT,

Monsieur le représentant du groupe des employeurs,

Monsieur le représentant du groupe des travailleurs,

Monsieur le représentant du groupe gouvernemental,

Excellences,

Mesdames et Messieurs,

Chers amis, anciens et à venir,

C'est avec grand plaisir que je reviens à la tribune de l'OIT. J'ai connu ici des moments intéressants et difficiles. Il n'est pas de moments intéressants qui ne soient difficiles et pas de moments difficiles qui ne soient intéressants. Ça a été pour moi une expérience diplomatique sans pareille que de travailler non seulement avec les représentants de différents pays – ce qui est normal dans le domaine de la diplomatie – mais aussi avec des représentants de travailleurs et d'employeurs. Je crois que cela m'a préparé, dans une certaine mesure, au rôle de ministre que j'assume à nouveau au sein du gouvernement du Président Lula, gouvernement attaché au dialogue avec la société civile, gouvernement qui, comme le nom de son parti l'indique, représente les travailleurs, mais qui a toujours été ouvert aussi au dialogue avec les entrepreneurs et les milieux d'affaires de notre pays. Cet esprit de dialogue et de conciliation existe à l'OIT, présidant à la recherche de solutions communes, et c'est lui aussi qui inspire le gouvernement du Président Lula, qui a pris la parole à cette tribune à plus d'une occasion, lors d'événements importants, pour transmettre son message.

J'aimerais remercier le Directeur général, mon ami Juan Somavia, de m'avoir invité – par le truchement de la Présidente du Conseil d'administration – à participer à cette réunion du Groupe de travail sur la dimension sociale de la mondialisation. Je me souviens que la première réunion de ce groupe de travail, sous sa forme actuelle, s'est tenue en novembre 2000, alors que j'assurais la présidence du Conseil d'administration du BIT. J'ai grand plaisir à revenir à cette tribune pour m'exprimer au sujet d'une question à ce point fondamentale.

La question de la dimension sociale de la mondialisation n'a jamais été d'une importance aussi vitale qu'aujourd'hui, comme le Directeur général l'a déjà dit et comme il le redira je crois de façon plus approfondie. Aujourd'hui, le chômage et le sous-emploi augmentent comme jamais auparavant dans le monde. S'il est vrai que la récession n'a épargné aucune région de la planète, les pays pauvres ont néanmoins été le plus durement

---

touchés par la crise – économique et financière à l’origine, mais sociale dans ses répercussions.

La crise actuelle a mis au jour les graves faiblesses de la gouvernance économique mondiale actuelle. Alors que les pays semblaient l’un après l’autre dans la récession et que le nombre de ceux qui se retrouvaient dans une détresse sans nom ne cessait de croître, il est apparu de plus en plus manifeste que les institutions internationales devaient être réformées sous peine de perdre toute légitimité et pertinence. Les systèmes de régulation ont manqué de vigilance et failli à leur mission en échouant à prévenir la crise.

Pendant des années, voire des décennies, les institutions financières internationales se sont attachées à exiger des pays pauvres qu’ils respectent des règles macroéconomiques rigoureuses. Ils n’ont pas mis en garde contre les risques associés à l’économie de casino qui gagnaient les marchés financiers. Ils ont souvent été critiqués à l’égard des mesures anticycliques tout en négligeant les répercussions sociales des politiques économiques. Ils révéraient la main invisible du marché et ont sous-estimé l’importance de l’Etat en tant que régulateur.

Madame la Présidente,

A l’ouverture de la soixante-quatrième session de l’Assemblée générale des Nations Unies, le Président Lula nous a rappelé que la crise, plus que celle des grandes banques, était celle des grands dogmes. Il est de notre devoir de réformer la gouvernance mondiale et de protéger les plus pauvres des pires effets de la crise.

L’OIT a un rôle fondamental à jouer dans cette entreprise. De fait, depuis sa création au lendemain de la première guerre mondiale, l’OIT s’est efforcée de doter l’économie internationale d’un socle social solide. Harold Butler, le deuxième Directeur général du BIT a affirmé en 1932 que les dimensions sociale et économique étaient toutes les deux essentielles et devaient être examinées comme les parties interdépendantes d’une stratégie politique cohérente visant à promouvoir le développement économique, la création d’emplois et la justice sociale.

L’OIT a le mérite de réunir travailleurs, employeurs et gouvernements et de promouvoir la compréhension entre eux. Tel un miroir de l’économie réelle, l’OIT a joué un rôle fondamental dans la promotion des entreprises durables, du travail décent, de la protection sociale pour tous et de la liberté d’association et d’expression. Les conventions et les recommandations de l’OIT constituent sur le plan normatif la base qui permet de progresser vers une mondialisation plus équitable.

Le Brésil a résolument appuyé la participation de l’OIT aux discussions en cours sur la nouvelle gouvernance mondiale et à l’action pour la riposte à la crise. En juin dernier, lors du Sommet mondial pour l’emploi, le Président Lula a dit du reste qu’aujourd’hui, alors que tant de modèles se désintègrent, l’OIT a une carte en réserve, une carte à la fois politique, éthique et morale.

L’adoption du Pacte mondial pour l’emploi constitue une étape particulièrement importante. En mettant l’emploi, les politiques anticycliques et la protection sociale au cœur des plans de relance, ce pacte est une référence pour le système des Nations Unies et les institutions de Bretton Woods. Dans le même ordre d’idées, le Brésil a présenté au Conseil économique et social une résolution qui vise à intégrer le Pacte mondial pour l’emploi dans le programme d’activité des fonds et des programmes des organisations du système des Nations Unies et des institutions financières internationales. Il ne suffit pas de surmonter la crise, il faut aussi que la riposte passe par la création d’emplois, des emplois dignes de ce nom.

---

Il est de notre responsabilité de veiller à ce que le Pacte soit mis en œuvre au niveau tant international que national. Vaincre la crise est un défi pour tous, qui requiert des solutions ciblées, adaptées aux spécificités de chacun. L'échange de données d'expérience sur les pratiques à l'efficacité avérée est un instrument utile pour aider les gouvernements à concevoir des mesures axées sur les résultats: cela permet aux gouvernements de trouver des solutions distinctes à des problèmes distincts. Chaque pays a de bons exemples à faire connaître aux autres et d'importantes leçons à apprendre. Je dis toujours – dans une autre tribune, celle des droits de l'homme, mais je crois que cela s'applique aussi au monde du travail – que dans ces domaines, celui des droits de l'homme et celui du monde du travail, il n'y a ni maître ni élèves. Tout le monde peut apprendre des autres et tout le monde a quelque chose à enseigner.

Le principe d'un socle de protection sociale minimum – consacré par le pacte – a assurément été pour beaucoup dans la progression du Brésil sur la voie de la reprise. Le droit à une couverture santé universelle et la garantie d'un revenu minimal pour les plus défavorisés, les chômeurs, les personnes âgées et les handicapés ont mis le pays à l'abri des répercussions les plus graves de la crise. Grâce à ces politiques et à des programmes comme *Bolsa Família* – qui bénéficie à 11 millions de ménages, soit 50 millions de personnes –, les inégalités au Brésil, qui ont toujours été et continuent d'être un grave problème, sont en net et constant recul. Et la réduction de ces disparités, grâce à des programmes comme *Bolsa Família*, a permis non seulement de transférer des revenus, mais aussi de créer des emplois et, partant, de renforcer l'économie au niveau local. Il est par conséquent fallacieux de prétendre que la croissance doit nécessairement précéder l'instauration de la justice sociale, que les signaux de l'économie doivent être au vert avant que l'on puisse créer des emplois.

La coopération Sud-Sud peut, et doit, être un instrument efficace pour lutter contre la pauvreté et atténuer les effets de la crise. Le Brésil est pleinement engagé dans la coopération Sud-Sud et a mis en place une coopération triangulaire avec le BIT dans les domaines de la sécurité sociale et de l'élimination du travail des enfants, notamment en Haïti, au Paraguay, en Equateur, en Bolivie, au Pérou, en Angola, au Mozambique et au Timor-Leste. Le gouvernement brésilien est disposé à travailler avec l'OIT et d'autres pays en développement – et peut-être avec d'autres pays riches désireux de partager leur expérience avec nous – afin de diffuser les pratiques recommandées et d'échanger les enseignements tirés en la matière.

Madame la Présidente,

Il serait difficile d'exagérer les conséquences de la crise économique mondiale sur l'emploi et sur la pauvreté à l'échelle de la planète. Selon les estimations du BIT, la crise a détruit plus de 40 millions d'emplois. Ses effets se feront sentir pendant longtemps. Dans ce contexte, le Sommet du G20 à Pittsburgh, auquel l'OIT a pu se faire entendre par la voix toujours éloquente du Directeur général du Bureau, Juan Somavia, a abouti à des résultats importants. Les chefs d'Etat et de gouvernement y ont mis en exergue la dimension humaine de la crise en déclarant que les marchés financiers ne doivent pas être une fin en soi, mais bien un moyen d'offrir du crédit et des ressources à l'économie réelle, ce qui est très important pour le monde des affaires et les travailleurs. La nécessité de disposer d'un système financier fonctionnant de façon responsable dans des cadres bien réglementés a fait consensus. La Déclaration des chefs d'Etat et de gouvernement au Sommet de Pittsburgh nous rappelle que «de graves échecs de la régulation et de la supervision (...) ont engendré de dangereuses fragilités financières» qui sont les principales causes de la crise. Dans leur déclaration, les chefs d'Etat et de gouvernement ont également souligné, à juste titre, que nous avons besoin «d'une reprise durable qui crée les emplois de qualité qu'attendent nos concitoyens».

---

La réunion des ministres du Travail et de l'Emploi, qui se tiendra au premier semestre de l'année prochaine aux Etats-Unis dans le cadre du suivi de la Déclaration de Pittsburgh, représentera un temps fort de l'action menée en vue d'instaurer un système économique et financier international qui rétribue l'économie réelle et non l'économie virtuelle, les travailleurs et non les boursicoteurs, les entreprises productives et non celles qui spéculent. Nous mesurerons la bonne tenue de la reprise et le succès du nouveau modèle de croissance auquel nous aspirons aussi à l'aune de la qualité des emplois créés. C'est dans cette perspective que la notion de travail décent défendue par cette Organisation, et en particulier par le Directeur général du Bureau, acquiert une importance toute particulière.

Les sommets et les réunions ministérielles du G20 offrent des occasions qu'il importe de saisir pour coordonner les positions et examiner des propositions pour sortir de la crise. La participation de pays en développement et d'organisations comme l'OIT garantit que le dialogue au sein du groupe ne se bornera pas à la défense des intérêts des pays riches ou de visions étroitement technocratiques. Je suis heureux de constater que, parmi les documents préparatoires pour cette réunion, figurent des rapports présentant le point de vue de différentes régions. Comme j'ai eu la possibilité de le souligner à l'occasion de la Conférence des Nations Unies sur la crise financière et économique et son incidence sur le développement qui s'est tenue en juin dernier, il importe que tous aient la possibilité de défendre leur point de vue. C'est précisément la participation des pays les plus pauvres qui nous a permis d'accorder l'importance qui leur était due aux répercussions sociales de la crise, notamment sur la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement.

Le développement économique et la cohésion sociale des pays en développement dépendent également d'une plus grande ouverture des marchés à leurs produits agricoles. La pauvreté croissante que connaissent les zones rurales d'Afrique subsaharienne et d'Asie du Sud et du Sud-Est touche déjà plus de 600 millions de personnes. Or, malheureusement, alors que le cycle de Doha n'est pas terminé, les pays de l'OCDE consacrent une plus grande part de leur budget aux subventions versées à des agriculteurs inefficaces qu'à l'aide publique au développement alors que celle-ci permettrait d'aider les victimes de la pauvreté, de la faim et de l'exclusion sociale.

D'après la FAO, la revitalisation de l'agriculture des pays en développement demanderait 44 milliards de dollars des Etats-Unis – une somme très modeste si on la compare aux dizaines et dizaines de milliards de dollars dépensés chaque année pour subventionner les agriculteurs des pays riches. Il est important que des ressources soient disponibles pour répondre aux besoins immédiats des pays pauvres. A ce propos, les questions relatives à la sécurité alimentaire font aujourd'hui l'objet de discussions à la FAO. Je me suis récemment rendu au Mali, un pays africain pauvre, mais un pays qui s'efforce d'améliorer sa situation. Il a ainsi lancé un programme de coopération pour améliorer la culture du coton. Là, j'ai vu quelque chose d'étrange, quelque chose que je ne reconnaissais pas: une petite tige, un petit morceau de bois, qui servait à l'élevage d'insectes. Il s'agissait d'insectes se nourrissant d'autres insectes, des insectes prédateurs s'attaquant aux plantations de coton. Mais j'ai pensé alors, et je l'ai dit au Président du Mali qui m'accompagnait, que le pire des prédateurs n'était pas là car le pire pour des pays comme le Mali – qui produisent du coton et sont confrontés à la concurrence internationale – ce sont les subventions versées par les pays riches. Malheureusement, nous n'avons pas encore trouvé d'insecte capable de dévorer ce prédateur. Aussi importante que soit l'aide apportée aux pays les plus pauvres, elle ne suffit cependant pas. La coopération, les investissements, les transferts de technologie, le partage des connaissances et le renforcement des capacités sont des éléments essentiels si l'on veut s'acheminer vers une mondialisation équitable faisant moins d'exclus. Comme j'ai pu le constater au cours d'un récent voyage qui m'a conduit non seulement au Mali, mais également au Togo, en Guinée-Bissau et en Guinée équatoriale, pour ne citer que quelques exemples, les efforts de coopération Sud-Sud promus non seulement par le Brésil mais également par d'autres pays vont dans ce sens.

---

Pourquoi est-ce que j'attache tant d'importance à la coopération Sud-Sud? Parce qu'il ne s'agit pas seulement d'argent, il s'agit également d'un partage d'expériences. Les pays comme le Brésil, l'Argentine et d'autres pays d'Amérique du Sud ainsi que l'Afrique du Sud sont des pays qui ont traversé et continuent à traverser des situations très semblables à celles que connaissent d'autres pays en développement, qui sont toutefois plus pauvres que nous. Par conséquent, nous pouvons partager avec eux l'expérience que nous avons acquise non pas il y a deux cents ans comme les pays riches mais que nous possédons et que nous continuons d'acquérir. Pour cette raison, la coopération Sud-Sud doit être une préoccupation pour toutes les organisations internationales, et je suis heureux de constater qu'il en est ainsi pour le Directeur général du BIT et pour l'OIT.

Madame la Présidente,

Le Groupe de travail sur la dimension sociale de la mondialisation a été créé à une époque où de grandes incertitudes pesaient sur l'économie mondiale. En novembre 2000, l'amertume laissée par l'échec de la réunion ministérielle de l'OMC tenue l'année précédente à Seattle était encore perceptible. Le processus de la mondialisation suscitait un grand pessimisme. Et je pense qu'en partie la conspiration positive, si je puis m'exprimer ainsi, qui a conduit à ma nomination comme Président du Conseil d'administration était due précisément à cette amertume, aux doutes qui persistaient. Du fait que j'étais également à ce moment-là ambassadeur du Brésil auprès de l'OMC et que je m'occupais des questions sociales, comme le Directeur général le savait, je pouvais peut-être au moins aider à promouvoir le dialogue.

La création du groupe de travail et sa transformation en un groupe de travail sur la dimension sociale de la mondialisation et non plus seulement sur la libéralisation du commerce international représentaient une aide importante et imprimaient une nouvelle dynamique au débat sur le sujet. J'ose dire que nos discussions ont préparé le terrain pour le lancement, en 2001, de l'agenda du développement de Doha. Ce groupe de travail a permis d'approfondir la discussion des questions qui avaient été négligées jusque-là mais que l'on ne pouvait absolument plus se contenter d'ignorer. On pensait, à propos de la mondialisation, comme on le pense parfois du marché, que les problèmes pouvaient se résoudre d'eux-mêmes, du simple fait de l'élargissement de la mondialisation. L'OIT a joué un rôle de pionnier par rapport aux autres organisations en commençant à discuter de la mondialisation, non pas pour examiner seulement ses aspects les plus imposants, les plus charmants, mais aussi ses aspects plus tragiques, les déséquilibres et les asymétries qu'elle engendrait. En portant le débat devant l'instance appropriée à cette occasion, en 2001, elle a écarté le spectre du protectionnisme qui semblait, pour beaucoup de personnes, sous-tendre la «clause sociale». De cette manière, elle a permis l'ouverture de négociations commerciales qui étaient aussi importantes pour les travailleurs. Mais surtout, elles étaient importantes pour les pays en développement, en particulier ceux des régions les plus pauvres qui ont absolument besoin d'avoir accès au marché dans des conditions de concurrence adéquates. C'est le cas de l'Afrique où je me trouvais récemment et où j'ai pu vérifier que 80 à 85 pour cent de la main-d'œuvre travaille dans le secteur rural.

Pour cette raison, il est foncièrement important de mener à son terme le cycle de Doha. Je suis un optimiste. Je crois encore qu'il est possible de l'achever. Les discussions tenues jusqu'à maintenant ont abouti à des résultats qui présentent des bénéfices incontestables pour les pays en développement et pour la plupart des pays les plus pauvres, en ce qui concerne la diminution et l'élimination des subventions et l'accès au marché. Ces bénéfices sont encore plus précieux dans le contexte de la crise économique internationale actuelle, ce qu'ont reconnu les dirigeants. Ce qui manque, c'est la capacité de traduire cette déclaration politique dans des actions véritablement concrètes. Nous devons mener à bien rapidement ces négociations car la possibilité qui nous est offerte ne durera pas toujours.

---

Le cycle de Doha, baptisé le cycle du Millénaire avant son lancement, est la dernière des grandes négociations du XX<sup>e</sup> siècle. Je suis convaincu qu'au XXI<sup>e</sup> siècle, il sera de plus en plus difficile de dissocier les aspects sociaux, environnementaux, commerciaux, économiques et financiers. Nous devons aborder ces questions d'une manière intégrée. Nous serons confrontés à une double difficulté, celle de surmonter nos idées préconçues sans permettre que la complexité des problèmes serve de prétexte à des mesures protectionnistes. Je suis persuadé que ce groupe de travail apportera une contribution importante dans le débat majeur qui s'ouvre devant nous. Et je pense sincèrement, en me souvenant des discussions que nous avons eues à Seattle et plus tard au sujet des progrès faits à Doha, que les pays riches, au lieu de se soucier d'obtenir quelques dollars supplémentaires pour certains produits, devraient se préoccuper de ce nouveau monde que nous devons créer, dans lequel nous devons faire face à la fois à des difficultés sociales, au changement climatique et à des problèmes financiers et commerciaux. C'est là le véritable agenda démocratique – démocratique au sens le plus profond du terme –, que je pense que nous devrions défendre.

Madame la Présidente,

Un environnement où règne la récession et l'agitation sociale favorise la montée des préjugés et des pratiques les plus lamentables. Un tel environnement est souvent propice à la perpétration d'actes de discrimination contre des groupes vulnérables. En temps de crise économique, les politiques visant à promouvoir l'égalité et la lutte contre toutes les formes de discrimination doivent être plus que jamais renforcées. Je sais que l'égalité entre les sexes est au cœur du travail décent.

Les préjugés dont sont victimes les travailleurs migrants deviennent tout particulièrement inquiétants. Il n'est pas inhabituel qu'ils s'inscrivent dans des politiques gouvernementales et des cadres législatifs nationaux. La Haute Commissaire aux droits de l'homme les a condamnés avec véhémence. Selon ses propres termes, les migrants sont traités comme des «déchets toxiques». C'est la plus grande folie à laquelle nous assistons aujourd'hui. Ces mêmes immigrants, à qui l'on demande d'accomplir les tâches que les populations plus «raffinées» ne veulent pas accomplir, sont traités lorsque la crise arrive comme s'ils étaient parfaitement méprisables et devaient revenir dans leur pays d'origine. Le Brésil, pays en développement, vient d'adopter une nouvelle législation autorisant la régularisation et la résidence temporaire de pratiquement tous les migrants en situation irrégulière dans le pays. Ce n'est pas que le Brésil soit un pays extraordinaire, mais si un pays en développement peut le faire, pourquoi les pays riches ne le pourraient-ils pas? C'est une question que l'on doit se poser lorsque l'on examine les dimensions sociales de la mondialisation et de la crise.

Avec l'émergence d'une nouvelle gouvernance économique, l'OIT a beaucoup à offrir. Le Président Franklin Roosevelt disait dans les années trente: «Nous avons toujours su qu'un égoïsme sans bornes était immoral, nous savons maintenant qu'il est aussi économiquement contre-productif.» En substance, Roosevelt nous disait que la promotion du travail – et je préciserais aujourd'hui du travail décent – doit être au cœur de toutes nos stratégies de sortie de crise. C'est la leçon que l'OIT s'est efforcée de prodiguer pendant ses quatre-vingt-dix années d'existence. C'est la leçon que nous devons retenir.

Je vous remercie.